

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 10 septembre 1971

La séance est ouverte à 11 heures.

AFFAIRES COURANTES

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE PROJET AMÉRICAIN DE DÉGRÈVEMENT EN FAVEUR DES EXPORTATEURS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je demande le consentement unanime de la Chambre pour présenter une motion aux termes de l'article 43 du Règlement sur une question d'une extrême urgence. Il s'agit de la possibilité imminente que le Congrès et le gouvernement des États-Unis accordent à leurs exportateurs un autre avantage sur les fabricants canadiens pour ce qui est des marchés canadien et étrangers en leur permettant de remettre indéfiniment le règlement de leur impôt sur le revenu.

Voici donc ma motion, qui est appuyée par le député de Calgary-Nord (M. Woolliams):

Que la Chambre exhorte le premier ministre suppléant à faire aujourd'hui à la Chambre une déclaration exposant les plans que le gouvernement pourrait avoir pour contrer les conséquences désastreuses que subiraient le commerce et l'économie générale du Canada si le gouvernement américain appliquait cette politique, plutôt que d'agir après coup.

M. l'Orateur: La motion exige le consentement unanime de la Chambre. La Chambre y consent-elle à l'unanimité?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Il n'y a pas unanimité. La motion ne peut donc être présentée.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROJET D'ESSAIS NUCLÉAIRES À AMCHITKA— RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, je demande le consentement de la Chambre, aux termes de l'article 43 du Règlement, pour présenter une motion appuyée par le député de Skeena (M. Howard):

Que, de l'avis de la Chambre,

Du fait que les gros bonnets américains, malgré l'avis contraire des agences américaines de protection du milieu et autres, peuvent déclencher dans l'île Amchitka l'explosion souterraine la plus forte qu'on ait jamais vue,

Qu'ils peuvent la déclencher dans la partie la plus intacte de l'océan Pacifique, au centre d'une région de séismes, ce qui entraînera sûrement pour des milliers d'années à venir la contamination par les déchets radio-actifs des roches et des couches d'eau sous-jacentes, et

Que nous devons mettre fin à ce travestissement de la justice, à ce mépris de l'une des lois les plus fondamentales de la nature le plus tôt possible et de façon aussi définitive que possible; ...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député se propose de dire quelle sera sa motion. Je dois signaler que je ne m'étais pas rendu compte que la motion avait déjà été mise en discussion. Bien entendu, s'il en est ainsi la présidence en prendra note.

M. Rose: Je vais donner lecture de ma motion, monsieur l'Orateur.

Cette Chambre est donc d'avis qu'elle devrait exprimer sa franche opposition à l'essai du dispositif nucléaire que la Commission d'énergie atomique des É.-U. propose d'effectuer dans l'île Amchitka en octobre et que nous communiquions immédiatement cette résolution au président des États-Unis d'Amérique.

Je suis persuadé que la Chambre donnera son consentement unanime, car le préambule de ma motion ...

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Rose: ... est tiré mot pour mot d'un discours du ministre de l'Environnement.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député ne peut plaider en faveur du consentement unanime. Il a exposé les circonstances et la Chambre est saisie de la motion. Le député veut-il invoquer le Règlement?

M. Lewis: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Peut-être serait-il de quelque utilité à Votre Honneur et au gouvernement que je dise que nous serions disposés à faire adopter cette motion sans la débattre.

• (11.10 a.m.)

M. l'Orateur: Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Il y a des oui et des non, et un seul non suffit pour déterminer qu'il n'y a pas unanimité.

Une voix: Le président du Conseil privé a dit oui.

QUESTIONS ORALES

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LA FORCE CIVILE DE SÉCURITÉ—LES PROPOS DU MINISTRE QUANT AUX FACTEURS POLITIQUES—LA QUESTION DE L'EMBAUCHE DE JEUNES MOUCHARDS

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Je veux poser au solliciteur général une question que tous les Canadiens considèrent d'importance nationale. Il s'agit encore une fois de la sécurité nationale, et nous n'avons pas réussi à obtenir les renseignements voulus.